DATE DE PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

Le durée du contrat et sa date de prise d'effet sont ainsi définies :

A. Date de prise d'effet du contrat : 1er juin 2024

B. Durée du contrat : 3ans *(minimum 1 an, ou 9 mois si la location est consentie à un étudiant)*

A l'exception des locations consenties à un étudiant pour une durée de neuf mois, les contrats de location de logements meublés sont reconduits tacitement à leur terme pour une durée d'un an et dans les mêmes conditions.

Le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné congé.

Le bailleur peut, quant à lui, mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé, soit pour reprendre le logement en vue de l'occuper lui-même ou une personne de sa famille, soit pour le vendre, soit pour un motif sérieux et légitime.

Les contrats de locations meublées consenties à un étudiant pour une durée de 9 mois ne sont pas reconduits tacitement à leur terme et le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné congé. Le bailleur peut, quant à lui, mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé.

CONDITIONS FINANCIÈRES

Les parties conviennent des conditions financières suivantes :

A. Loyer :

• Le montant du loyer mensuel initial est fixé à 510 €

(Lorsqu'un complément de loyer est appliqué, le loyer mensuel s'entend comme la somme du loyer de base et de ce complément.)

• Modalités particulières de fixation du loyer initial applicables dans certaines zones tendues :

- Le loyer du logement objet du présent contrat est soumis au décret fixant annuellement le montant maximum d'évolution des loyers à la relocation : ☐ Oui ☐ Non
- Le loyer du logement objet du présent contrat est soumis au loyer de référence majoré fixé par arrêté préfectoral : ☐ Oui ☐ Non
- Le loyer de référence est de ..... €/m², et le loyer de référence majoré est de ..... €/m².
- Le loyer du logement objet du présent contrat comprend un complément de loyer : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, le montant du loyer de base, nécessairement égal au loyer de référence majoré, est de ..... €,

et le complément de loyer est de ..... €, justifié par les caractéristiques suivantes : .....

.....

• Informations relatives au loyer du dernier locataire :

(Obligatoires si le précédent locataire a quitté le logement moins de 18 mois avant la signature du bail)

Le montant du dernier loyer acquitté par le précédent locataire est de ..... €, versé le .....

et révisé pour la dernière fois le .....

Le loyer sera automatiquement révisé le 1 fév **chaque année, selon l'indice de référence des loyers du** *(préciser la date ou le trimestre)* : 1er trimestre 2024 valeur 143,46

B. Charges récupérables :

Les charges récupérables sont réglées par le Locataire sous forme de :

☒ Provisions sur charges avec régularisation annuelle

☐ Paiement périodique des charges sans provision

☐ Forfait de charges

Le montant des provisions sur charges ou du forfait de charges est fixé à 40 €.

Si les parties conviennent d'un forfait de charges, ce forfait sera révisé chaque année dans les mêmes conditions que le loyer principal.

C. En cas de colocation, souscription par le Bailleur d'une assurance pour le compte des colocataires : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, le montant total annuel récupérable au titre cette assurance est de ..... € *(ce montant correspond au montant de la prime d'assurance annuelle, éventuellement majoré dans la limite d'un montant fixé par décret).*

Ce montant est récupérable par douzième, soit ..... € par mois.

D. Modalités de paiement :

Le montant total dû pour un mois de location est de : 510 € (en toutes lettres Cinq Cnt dix euros .....), détaillé comme suit : loyer : 470 €, charges récupérables : 40 €, et en cas de colocation, assurance récupérable pour le compte des colocataires : ..... €.

Cette somme est payable d'avance et en totalité le 10 **de chaque mois, à l'adresse du** ☒ **Bailleur** ☐ **du Mandataire.**

E. Modalités de réévaluation d'un loyer manifestement sous-évalué :

(Possible uniquement lors d'un renouvellement de contrat)

Le montant de la hausse de loyer mensuelle est fixé à ..... € appliquée ☐ par tiers ☐ par sixième (selon la durée du contrat et le montant de la hausse de loyer).

TRAVAUX

A. Travaux d'amélioration ou de mise en conformité avec les caractéristiques de décence :

Montant et nature des travaux effectués depuis la fin du dernier contrat de location ou depuis le dernier renouvellement : 20 000€

peinture - electricité - sol - baie vitrée

Montant et nature des travaux d'amélioration effectués au cours des six derniers mois : .....

.....

B. Majoration du loyer en cours de bail consécutive à des travaux d'amélioration entrepris par le bailleur ou d'acquisitions d'équipements :

Nature des travaux ou des équipements, modalités d'exécution et délai de réalisation ou d'acquisition : .....

.....

Montant de la majoration du loyer *(non valable pour les travaux de mise en conformité avec les caractéristiques de décence)* : ..... €

C. Diminution de loyer en cours de bail consécutive à des travaux entrepris par le locataire :

Nature des travaux, modalités d'exécution et délai de réalisation : .....

.....

Montant de la diminution du loyer : ..... € pendant une durée de ..... mois.

En cas de départ anticipé du locataire, le locataire sera dédommagé sur justification des dépenses effectuées selon les modalités suivantes :

.....

GARANTIES

Pour la garantie de l'exécution des obligations du locataire, il est prévu un dépôt de garantie d'un montant de ..... € (en toutes lettres .....)

correspondant à deux mois de loyer hors charges.

CLAUSE DE SOLIDARITÉ

En cas de pluralité de locataires, ceux-ci sont tenus de manière solidaire et indivisible de toutes les obligations du bail.

CLAUSE RÉSOLUTOIRE

Il est expressément convenu que la présente location sera résiliée de plein droit sans aucune formalité judiciaire :

- à défaut de paiement au terme convenu du loyer ou des charges, et deux mois après un commandement de payer demeuré infructueux,
- à défaut de versement du dépôt de garantie, et deux mois après un commandement de payer demeuré infructueux,
- à défaut de souscription d'une assurance contre les risques locatifs (sauf en cas de souscription par le Bailleur d'une assurance pour le compte du Locataire), et un mois après un commandement demeuré infructueux,
- à défaut de respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, résultant de troubles de voisinage constatés par une décision de justice passée en force de chose jugée.

HONORAIRES DE LOCATION

(Uniquement lorsque le contrat de location est conclu avec le concours d'une personne mandatée et rémunérée à cette fin).

A. Dispositions applicables

Il est rappelé les dispositions de l'article 5 (I) de la loi du 6 juillet 1989, alinéas 1 à 3 : la rémunération des personnes mandatées pour se livrer ou prêter leur concours à l'entremise ou à la négociation d'une mise en location d'un logement, tel que défini aux articles 2 et 25-3, est à la charge exclusive du bailleur, à l'exception des honoraires liés aux prestations mentionnées aux deuxième et troisième alinéas du présent I.

Les honoraires des personnes mandatées pour effectuer la visite du preneur, constituer son dossier et rédiger un bail sont partagés entre le bailleur et le preneur. Le montant toutes taxes comprises imputé au preneur pour ces prestations ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par mètre carré de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année, dans des conditions définies par décret. Ces honoraires sont dus à la signature du bail.

Les honoraires des personnes mandatées pour réaliser un état des lieux sont partagés entre le bailleur et le preneur. Le montant toutes taxes comprises imputé au locataire pour cette prestation ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par mètre carré de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année, dans des conditions définies par décret. Ces honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation.

Les plafonds de ces honoraires sont les suivants :

- Montant du plafond des honoraires imputables au locataire en matière de prestation de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail : ..... €/m² de surface habitable ;
- Montant du plafond des honoraires imputables au locataire en matière d'établissement de l'état des lieux d'entrée ..... €/m² de surface habitable.

5. Détail et répartition des honoraires

1. Honoraires à la charge du bailleur

- Prestations de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail *(préciser le détail des prestations effectivement réalisées et le montant des honoraires TTC dus à la signature du bail)* : .....

- Prestation de réalisation de l'état des lieux d'entrée *(préciser le montant des honoraires TTC dus à compter de la réalisation de la prestation)* : .....

- Autres prestations *(préciser le détail des prestations et conditions de rémunération)* : .....

2. Honoraires à la charge du locataire

- Prestations de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail *(préciser le détail des prestations effectivement réalisées et le montant des honoraires TTC dus à la signature du bail)* : .....

- Prestation de réalisation de l'état des lieux d'entrée *(préciser le montant des honoraires TTC dus à compter de la réalisation de la prestation)* : .....

AUTRES CONDITIONS PARTICULIÈRES

.....

.....

.....

.....

ANNEXES

Les parties reconnaissent avoir émis ou reçu :

☐ Le cas échéant, un extrait du règlement concernant la destination de l'immeuble, la jouissance et l'usage des parties privatives et communes, et précisant la quote-part afférente au lot loué dans chacune des catégories de charges.

☐ Un dossier de diagnostic technique comprenant :

- un diagnostic de performance énergétique ;
- un constat de risque d'exposition au plomb pour les immeubles construits avant le 1er janvier 1949 ;
- le cas échéant, une copie d'un état mentionnant l'absence ou la présence de matériaux ou de produits de la construction contenant de l'amiante ;
- le cas échéant, un état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz, dont l'objet est d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes ;
- le cas échéant, un état des risques naturels et technologiques pour les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité.

☐ Une notice d'information relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs.

☐ Un état des lieux, un inventaire et un état détaillé du mobilier *(ces documents sont établis lors de la remise des clés, dont la date peut être ultérieure à celle de conclusion du contrat.)*

☐ Le cas échéant, une autorisation préalable de mise en location.

☐ Le cas échéant, les références aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables.

Le 28/05/24 à St Gaudens en originaux dont un remis à chaque signataire.

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE
Signature(s) précédée(s) de la mention « Lu et approuvé »

lu et approuvé

LE(S) LOCATAIRE(S)
Signature(s) précédée(s) de la mention « Lu et approuvé »

Reproduction interdite, tous droits réservés à EXACOMPTA.

CONTRAT DE LOCATION MEUBLÉE

Soumis au titre Ier bis de la loi N° 89-462 du 6 juillet 1989, modifiée par la loi N° 2014-366 du 24 mars 2014, et conforme au décret 2015-587 du 29 mai 2015.

Le présent contrat de location est applicable aux locations et aux colocations de logement meublé et qui constitue la résidence principale du preneur, à l'exception :
- des colocations formalisées par la conclusion de plusieurs contrats entre les locataires et le bailleur ;
- des locations de logement appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré et faisant l'objet d'une convention passée en application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation.

DÉSIGNATION DES PARTIES

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

Nom et prénom ou dénomination du bailleur : CLARAC Sophie
Adresse : 3 place des Marronniers 31230 L'Isle en Dodon
☐ Personne physique ☒ Personne morale

Si le bailleur est une personne morale, préciser s'il s'agit d'une société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus : ☐ Oui ☐ Non

Adresse e-mail : .....

Ci-après désigné(e) le Bailleur d'une part,

Éventuellement représenté par :
Nom et prénom ou dénomination du mandataire : .....
Adresse : .....
Activité du mandataire : .....
Le cas échéant, numéro et lieu de délivrance de la carte professionnelle : .....
Nom et adresse du garant : .....

Et Nom et prénom ou dénomination du locataire : .....
Adresse e-mail : .....

Et Nom et prénom ou dénomination du locataire : Centre Hospitalier Comminges Pyrénées
Adresse e-mail : veronique.mauroy@ch-saintgaudens.fr

Ci-après désigné(s) le Locataire d'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la location d'un logement ainsi déterminé :

A. Consistance du logement :

Adresse : 33 av de Boulogne 31800 St Gaudens
Bâtiment, étage, porte : Bat A - 2ème Etage N°62
☐ Immeuble collectif ☐ Individuel
☐ Mono propriété ☒ Copropriété
Période de construction : ☐ Avant 1949 ☐ 1949 à 1974 ☒ 1975 à 1989 ☐ 1990 à 2005 ☐ Depuis 2005
Surface habitable : 28 m² Nombre de pièces principales : 1
Autres parties du logement : ☐ Grenier ☐ Comble aménagé ou non ☐ Terrasse ☐ Balcon ☐ Loggia ☐ Jardin
☐ Autre : .....
Éléments d'équipements : ☒ Cuisine équipée ☒ Installations sanitaires : .....
☐ Autre : .....
Chauffage : ☒ Individuel ☐ Collectif
En cas de chauffage collectif, modalités de répartition de la consommation du locataire : .....
Eau chaude sanitaire : ☒ Individuelle ☐ Collective
En cas de production collective, modalités de répartition de la consommation du locataire .....

B. Destination des locaux :

☒ Usage d'habitation
☐ Usage mixte habitation et professionnel pour l'exercice de la profession de .....
sous réserve de l'obtention par le Locataire des autorisations administratives nécessaires.

C. Désignation des locaux et équipements accessoires de l'immeuble à usage privatif du locataire :

☐ Cave N° ..... ☐ Parking N° ..... ☐ Garage N° .....

D. Désignation des locaux, parties, équipements et accessoires de l'immeuble à usage commun :

☐ Garage à vélo ☒ Ascenseur ☐ Espaces verts ☐ Aires et équipements de jeux ☐ Laverie ☐ Local poubelles
☐ Gardiennage ☐ Autre prestation ou service collectif : .....

E. Équipement d'accès aux technologies de l'information et de la communication :

Modalités de réception de la télévision : Antenne Collective
Modalités de raccordement internet :